

# CONSEIL MUNICIPAL



## COMPTE-RENDU

### Séance du Jeudi 27 juin 2019



L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, vingt heures trente, le conseil municipal de la Commune de RAMONVILLE SAINT-AGNE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Christophe LUBAC, Maire.

#### **Nombre de Conseillers**

***En exercice :.....33***  
***Présents :.....22***  
***Représentés :.....7***  
***Absents :.....4***

#### **Présents :**

*Christophe LUBAC, Claudia FAIVRE, Pablo ARCE, Gérard ROZENKNOP, Marie- Pierre DOSTE, Jean-Bernard CHEVALLIER, Pascale MATON, Jean-Luc PALÉVODY, Claire GEORGELIN, Pierre- Yves SCHANEN, Sébastien ROSTAN, Bernard PASSERIEU, Alain CARRAL, Gisèle BAUX, Claude GRIET, Divine NSIMBA LUMPUNI, Christophe ROUSSILLON, Patrice BROT, Henri AREVALO, Jean-Pierre PERICAUD, Laure TACHOIRES et Bernard HOARAU.*

#### **Date de la convocation :**

*Le 21 juin 2019*

#### **Absents excusés ayant donné procuration :**

*Valérie LETARD à Claudia FAIVRE  
André CLEMENT à Gisèle BAUX  
Marie- Pierre GLEIZES à Jean-Bernard CHEVALLIER  
Marie-Ange SCANO à Sébastien ROSTAN  
Véronique BLANSTIER à Pablo ARCE  
Céline CIERLAK-SINDOU à Christophe ROUSSILLON  
Frédéric MERELLE à Patrice BROT*

#### **Début de séance :** 20h30

#### **Fin de séance :** 23h10

#### **Absents :**

*Maryse CABAU, Francis ESCANDE, Jonathan CABAU et Francine JULIE*

---

**M. LE MAIRE** ouvre la séance du conseil municipal, salue et remercie les membres présents, fait l'appel, arrête le nombre des conseillers présents, constate le quorum, le nombre de pouvoirs, le nombre de votants et le nombre d'absents.

Il invite ensuite le conseil à nommer celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de secrétaire. M. ARCE est désigné.

En préambule, M. LE MAIRE propose l'adoption du compte-rendu de la réunion du 28 juin 2018.

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité à l'exception de M. BROT et de M. MERELLE par procuration qui s'abstiennent.

**M. LE MAIRE** indique qu'un erreur matérielle s'est glissée dans la délibération "Demande de subvention DRAC matériel-mobilier" présentée au conseil municipal de mai dernier et adoptée à l'unanimité. L'erreur porte sur 90 euros au regard de 13Ke précédemment votés comme base de demande de subvention à hauteur de 50 %.

Cette délibération est donc soumise à nouveau au vote pour corriger cette erreur matérielle ; inscrite sans débat comme la fois dernière.

M. LE MAIRE propose ensuite d'avancer dans l'examen des questions et de passer à l'ordre du jour.

## **1 PROJET CULTUREL POUR LE SPECTACLE VIVANT À RAMONVILLE : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ARTO ET CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES AGENTS**

**M. ROZENKNOP** expose :

*« L'évolution de la population ramonvilloise et les enjeux identifiés en matière d'accès à la culture (lutte contre les inégalités, coéducation, apprentissage de la citoyenneté...) ont conduit la municipalité à initier sur la mandature 2014-2020, une refondation de l'action culturelle en :*

- Favorisant le renouvellement des modes d'intervention afin de toucher un public plus large ;*
- Soutenant les démarches de médiation et d'ouverture culturelle ;*
- Développant les partenariats avec les acteurs du territoire, notamment associatifs.*

*Le nouveau projet d'établissement de l'EMEAR et celui de la médiathèque ont été élaborés sur ces fondements, en 2017 et en 2018.*

*Parallèlement, une réflexion spécifique a été menée avec l'association Arto, partenaire culturel historique de la commune, afin de définir un nouveau projet pour le centre culturel. Ce travail a été réalisé avec la volonté d'élaborer un projet permettant à cet établissement d'assurer six fonctions principales, à savoir :*

- la programmation de spectacles,*
- le soutien à la création et l'accueil d'artistes en résidence,*
- le développement de projets participatifs,*
- le développement de projets concourant à l'éducation et à la sensibilisation artistique,*
- l'animation d'un lieu de vie et de rencontres,*
- l'implication des habitants.*

*Les échanges survenus en 2017 puis en 2018 ont amené l'association à proposer, dans un premier temps et sur la base d'une convention conclue en avril 2018, une nouvelle programmation du centre culturel pour la saison 2018-2019. Les contours d'un projet (intitulé « Projet de pôle spectacle vivant ») appelé à être déployé sur plusieurs années, à partir du centre culturel, ont également été précisés et déclinés comme suit :*

♦ *Axe 1 - Expérimenter dans le quotidien, des actions culturelles où l'art et la vie de la cité sont en étroite relation*

- *Orientation 1 - La diffusion et la ligne artistique*
- *Orientation 2 - La création et la présence artistique sur le territoire*
- *Orientation 3 - Les partenariats*

♦ *Axe 2 - Un projet ouvert, itinérant et participatif*

- *Orientation 1 - Avec les habitants : un lieu de vie, des cartes blanches, un dynamique de bénévolat et des projets artistiques et culturels de territoire*
- *Orientation 2 - Avec les partenaires locaux, un lieu ouvert et une dynamique de mutualisation*
- *Orientation 3 - L'éducation artistique et culturelle au cœur du projet : une évolution de l'éducation artistique et culturelle à l'école et en dehors, des ateliers de pratique singuliers et d'éducation populaire et des événements spécifiques en direction de la jeunesse*
- *Orientation 4 - Une accessibilité des actions renforcée*

*A partir de ces grands axes et orientations, des échanges très réguliers ont été organisés entre la Ville et l'association Arto (via les réunions du comité technique et du comité de pilotage) pour définir les modalités administratives, juridiques, financières et techniques de mise en œuvre du projet de pôle spectacle vivant, développé à partir du centre culturel et porté par l'association Arto.*

*Ce travail préparatoire, réalisé pendant près d'une année, a également permis de formaliser une convention de partenariat entre la commune et l'association, identifiant et précisant les engagements et contributions des deux parties pour la mise en œuvre du projet ainsi que leurs modalités de coopération. Cette convention, qui pendra effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019, pour le démarrage de la saison culturelle 2019-2020, sera conclue pour une durée de 3 ans.*

*Ce document sera complété par une convention de mise à disposition des agents municipaux du Centre culturel, qui précise les règles s'appliquant à ces agents ainsi que les missions assurées par la commune et par Arto sur les questions liées au personnel. Dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau projet, les agents titulaires qui travaillaient jusqu'alors au centre culturel ont été invités à statuer sur leur mise à disposition auprès de l'association ARTO. Un ensemble de démarches a donc été effectué préalablement (élaboration des nouvelles fiches de poste, informations sur la mise à disposition, transmission du projet de convention de mise à disposition) et trois agents ont émis un avis favorable pour participer au projet. »*

Le conseil municipal a ouï l'exposé de M. ROZENKNOP, et après en avoir délibéré par **23 Voix POUR, 4 Voix CONTRE** (M. AREVALO, M. PERICAUD, Mme TACHOIRES et M. HOARAU) **et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **APPROUVE** la convention de partenariat Ville-Arto et D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document ;
- **APPROUVE** la convention de mise à disposition des agents et D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce document ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à la mise en œuvre du projet pôle spectacle vivant ;
- **VOTE** les subventions telles qu'indiquées dans la convention à l'association ARTO pour l'année 2019.

## 2 BUDGET 2019 – DÉCISION MODIFICATIVE N°2

**M. CARRAL** expose :

« Il est proposé au conseil municipal de voter une décision modificative n°2 sur le Budget Principal 2019.

Les mouvements concernés sont détaillés sur le tableau ci-après :

<u>BUDGET PRINCIPAL</u>			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>PROJET ARTO</b>		<b>PROJET ARTO</b>	
Crédits déduits du budget des pôles (chap. 011/012/65)	-49 630,00 €	<b>Chapitre 70</b>	
Crédits déduits du budget RH (chap. 012)	-25 500,00 €	Facturation salaires agents mis à disposition	26 378,00 €
Crédits d'accompagnement (chap.011)	15 200,00 €		
Subvention ARTO (chap.65)	116 153,00 €		
	<b>56 223,00 €</b>		
<b>Chapitre 011</b>		<b>Chapitre 77</b>	
Location copieurs	-21 546,00 €	Remboursement assurance sinistre CTM	350 000,00 €
Enlèvement bungalow école provisoire Sajus	25 395,00 €		
prélèvement pour la section d'investissement	316 306,00 €		
<b>TOTAL</b>	<b>376 378,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>376 378,00 €</b>

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
<b>PROJET ARTO</b>		<b>Chapitre 16</b>	
<b>Opération 1503</b>			
Logiciel billetterie (SDSi)	-7 500,00 €	Emprunt	-323 227,00 €
<b>PROJET MEDIATHEQUE</b>			
<b>Chapitre 21</b>			
Crédits supplémentaires env. travaux	5 284,00 €		
<b>BATIMENT CTM</b>			
<b>Chapitre 21</b>			
Travaux	-460 000,00 €		
<b>Opération 1901 BATIMENT CTM</b>			
Travaux	460 000,00 €		
<b>Opération 1503</b>			
Logiciel de pilotage copieurs écoles	16 900,00 €		
<b>Chapitre 21</b>			
Achat nouveau copieur	3 790,00 €		
<b>Opération 1501</b>			
Ecole provisoire Sajus	-25 395,00 €		
		prélèvement de la section de fonctionnement	316 306,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>-6 921,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>-6 921,00 €</b>

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. CARRAL, et après en avoir délibéré par **23 Voix POUR** et **6 ABSTENTIONS** (M. BROT, M. AREVALO, M. PERICAUD, Mme TACHOIRES, M. HOARAU et par procuration M. MERELLE) :

➤ **VOTE** la décision modificative n°2 sur le Budget Principal 2019

## 3 RÉVISION TARIFS 2019/2020

**M. CARRAL** expose :

« Comme chaque année, les tarifs municipaux feront l'objet d'une révision applicable au 1<sup>er</sup>

septembre 2019 à l'exception des tarifs de la restauration scolaire et des ALAE qui seront modifiés à compter de la date de rentrée scolaire 2019-2020 (2 septembre 2019).

Afin d'harmoniser au mieux l'ensemble de ces tarifs jusqu'à présent classifiés par pôles, les tarifs proposés cette année feront l'objet d'une refonte par domaines :

♦ **Valorisation du domaine public :**

- Droits de place au marché
- Droits de place et vide greniers
- Occupation domaine public
- Concession terrasse
- Concessions cimetière
- Columbarium

♦ **Valorisation du patrimoine bâti et non bâti :**

- Location et prestation de salles municipales, Cinéma, Centre Culturel
- Location Gymnase et équipements couverts, stades, pistes, Maison des Sportifs
- Location de matériels
- Prestations photocopies

♦ **Offre de service à caractère Social, Educatif, Culturel et Sportif :**

- Piscine
- Restauration municipale
- Alae
- Centre social

♦ **Offre pour l'accès à un équipement de Sport et de Culture**

- Piscine
- Médiathèque
- Spectacle
- Liste électorale

Les tranches de revenus applicables et les quotients familiaux de références seront quant à eux aussi homogénéisés sur l'ensemble des prestations (tranche 1 à 7).

Ces modifications feront l'objet d'un document qui sera présenté en séance.

Il sera également présenté le règlement des réductions tarifaires qui peuvent être accordées aux utilisateurs des services municipaux.»

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. CARRAL, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **FIXE** les tarifs municipaux indiqués en annexe de la délibération ;
- **PRÉCISE** que ceux-ci seront applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2019 à l'exception des tarifs de la

restauration scolaire et des ALAE qui seront modifiés à compter de la date de rentrée scolaire 2019-2020 (2 septembre 2019)



- **APPROUVE** le règlement des réductions pouvant être accordées aux usagers des services municipaux faisant l'objet d'une tarification joint en annexe de la délibération.

## 4 RENOUELEMENT DU PEDT

**Mme MATON** expose :

*« En 2013, la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République a défini un nouveau cadre contractuel pour la mise en œuvre de la politique éducative à l'échelle locale. Des Projets Educatifs de Territoire (PEDT) triennaux réalisés à l'initiative des communes et avec tous les partenaires se sont accompagnés d'une contractualisation entre ces collectivités, l'Education Nationale et la Caisse d'allocations familiales. L'attribution de financements spécifiques aux communes mettant en place les nouveaux rythmes scolaires (fonds de soutien) a également été conditionnée à la formalisation d'un PEDT.*

*Dans ce contexte, pour élaborer son premier PEDT, la Commune de Ramonville a engagé, à partir de 2014 et pendant plus d'une année, une très importante réflexion et concertation avec tous les membres de la communauté éducative. Ce travail a été réalisé en appréhendant le PEDT comme un outil permettant de :*

- Favoriser un espace de discussion et de collaboration locales pour penser le rythme de l'enfant et les contenus éducatifs (mise en cohérence avec les projets pédagogiques des ALAE et les projets d'Ecole) ;*
- Assurer la continuité éducative entre le temps scolaire et le temps périscolaire, mais aussi avec le temps extra-scolaire ;*
- Renforcer la qualité et la pertinence de l'action éducative de l'ensemble des enfants avec une attention particulière pour ceux qui sont en situation de fragilité.*

*Sur ces fondements et à partir des contributions de tous les partenaires, quatre grands axes du PEDT ont été définis :*

- 1. Répondre aux besoins des enfants par des contenus éducatifs adaptés,*
- 2. Favoriser une équité éducative, lutter contre toutes les formes des discriminations, participer à la réussite de tous,*
- 3. Développer l'accompagnement et l'expérimentation citoyenne avec les enfants, le savoir-vivre ensemble pour faire de notre territoire un territoire solidaire,*
- 4. Penser la place des familles, intervenir pour soutenir la fonction parentale et la socialisation des enfants.*

*Le PEDT de Ramonville, adopté en 2015, a vu sa validité prolongée jusqu'en juillet 2019 sur décision de l'État, son renouvellement devant intervenir avant l'été 2019.*

*Le travail préparatoire pour renouveler le PEDT a été réalisé de décembre 2018 à juin 2019, et a reposé à la fois sur la réaffirmation des quatre axes du projet défini en 2015, unanimement considérés comme pertinents, ainsi que sur l'adaptation des objectifs et actions, afin de tenir compte des nouveaux besoins des enfants et des familles ainsi que de l'évolution du territoire ramonvillois.*

*Le renouvellement du PEDT s'est également appuyé sur une méthodologie faisant une large place*

*au travail collectif, réalisé au sein de la collectivité et avec l'ensemble des partenaires. Parallèlement, des temps de travail en groupes plus restreints ont été organisés, avec les directeurs d'école notamment ainsi qu'avec les institutions pour approfondir certains aspects du projet et s'assurer de sa pleine cohérence avec les orientations de l'État ou de la CAF.*

*Le PEDT 2019-2021, qui accompagne cette note, a été structuré à partir d'un rappel de quelques données permettant d'appréhender les évolutions du territoire communal ainsi que d'une présentation des quatre axes avec une identification plus claire des objectifs à poursuivre et de ceux à développer. Les modalités de suivi, de gouvernance et d'évaluation du projet ont également été très largement précisées, tous comme les moyens mis en œuvre par la commune pour la réalisation de ce projet. Un document détaillant pour chaque axe, les objectifs et types d'actions réalisés est aussi présenté en annexe et permet d'avoir une vision complète sur la déclinaison du PEDT.*

*Le PEDT présenté aujourd'hui présente 2 avancées majeures par rapport au précédent :*

- *La mise en place d'un outil de suivi partagé des actions mises en place par la commune et ses partenaires*

*Suite à une phase importante de bilans des actions 2015-2018, le PEDT a mis en place un recensement des actions en cours et des actions nouvelles qui permettra de partager, suivre et évaluer les actions. Cet outil permettra d'avoir une vision partagée de l'évolution du PEDT. Il servira de base de travail et de communication pour faire connaître aux utilisateurs les actions menées ;*

- *La mise en place de comités de veille et de suivi pour partager les informations et permettre aux partenaires (institutionnels, associatifs, parents, services municipaux) de veiller à la complémentarité et à la cohérence des actions dans le cadre des objectifs du PEDT.*

*Enfin, pour accompagner la mise en œuvre de ces actions et poursuivre les démarches engagées depuis 2015, la commune a souhaité initier une nouvelle étape dans le processus de sécurisation des parcours des équipes chargées du PEDT et de résorption de l'emploi précaire. Cette décision se traduira notamment par l'intégration, dans la collectivité, des 10 référents ALAE, jusqu'alors sous contrat, ainsi que par l'évolution des contrats d'une vingtaine d'animateurs, ces derniers formant avec les référents et coordinateurs ALAE, l'équipe centrale chargée de la coordination et de la mise en œuvre des actions du PEDT dans chacune des écoles. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. CARRAL, et après en avoir délibéré par **24 Voix POUR et 5 ABSTENTIONS** (M. BROT, M. AREVALO, M. PERICAUD, M. HOARAU et par procuration M. MERELLE) :

- **APPROUVE** le PEDT 2019-2021 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent au PEDT avec les services de l'État, l'Education nationale, la CAF et les autres partenaires (associations, etc.)
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter auprès des services concernés le versement du Fond de soutien, pour la mise en œuvre du PEDT

## 5 OCTROI DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

**M. PALEVODY** expose :

*« Dans le cadre de sa politique de soutien en direction du tissu associatif local, la ville alloue chaque année des subventions aux associations intervenant dans les domaines de l'enfance, du social, de l'environnement, de la culture ou encore du sport. Ces subventions concourent au soutien du fonctionnement associatif. Elles peuvent également financer des investissements ou permettre la réalisation de projets spécifiques. »*

*Il est proposé au conseil municipal :*

**♦ de voter une subvention de fonctionnement aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande :**

• Les artistes ramonvillois.....	800 €
• AMR.....	2 400 €
• APLS.....	2 800 €
• Amicale des Fontenelles.....	200 €
• Amitié Solidarité.....	1 395 €
• Club nautique.....	5 300 €
• FNACA.....	1 200 €
• Vis à vie.....	500 €

**♦ de verser le solde de la subvention aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande**

• Ramonville Ciné.....	13 000 €
• Regards.....	5 825 €

**♦ de voter une subvention d'investissement pour un achat aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande :**

• Amitié solidarité.....	515 €
• Amicale des Fontenelles.....	4 300 €
• Regards.....	1 600 €

**♦ de voter une subvention pour un projet exceptionnel aux associations ci-dessous qui en ont fait la demande**

• APLS.....	500 €
• Regards.....	3 000 €

*Il est précisé que les membres du conseil municipal membres du bureau d'une association subventionnée ne prennent pas part au vote. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. PALEVODY, et après en avoir délibéré par **23 Voix POUR et 6 ABSTENTIONS** (M. BROT, M. AREVALO, M. PERICAUD, Mme TACHOIRES, M. HOARAU et par procuration M. MERELLE) :

➤ **VOTE** les subventions ci-dessous :



• Les artistes ramonvillois.....	800 €
• AMR.....	2 400 €
• APLS.....	2 800 €
• Amicale des Fontenelles.....	200 €
• Amitié Solidarité.....	1 395 €
• Club nautique.....	5 300 €
• FNACA.....	1 200 €
• Vis à vie.....	500 €
• Ramonville Ciné.....	13 000 €
• Regards.....	5 825 €
• Amitié solidarité.....	515 €
• Amicale des Fontenelles.....	4 300 €
• Regards.....	1 600 €
• APLS.....	500 €
• Regards.....	3 000 €

## 6 ADHÉSION À LA CHARTE RÉGIONALE « OBJECTIF ZÉRO PHYTO »

**M. LE MAIRE** expose :

*« La présente note a pour objet la signature de la charte régionale « Objectif zéro phyto », proposée par la Fédération Régionale de Défense contre les Organismes Nuisibles (FREDON) Occitanie.*

*Les collectivités d'Occitanie ont aujourd'hui l'opportunité de bénéficier d'une labellisation gratuite, venant valoriser leur engagement dans une démarche de réduction, voire de suppression, de l'utilisation des pesticides. Il s'agit de la charte « Objectif zéro phyto », avec pour dernier niveau le label « Terre saine ».*

*Des démarches sont engagées au niveau européen (Directive cadre sur l'utilisation durable des pesticides) et au niveau national (plan Ecophyto 2) pour une réduction de l'usage des pesticides en zones agricoles et non agricoles. Les collectivités ont un rôle central dans cette utilisation à travers la gestion des espaces publics (parcs, voiries...).*

*En Occitanie, la charte régionale propose une démarche évolutive et valorisante pour tendre vers la suppression des pesticides dans les villes et villages.*

*Les objectifs visés concernent des enjeux à la fois sanitaires et environnementaux : protection de la santé du personnel chargé de l'entretien des espaces publics et celle des administrés, préservation et reconquête de la qualité des eaux.*

*L'engagement de la collectivité dans la charte conduira, conformément au cahier des charges, à élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions vers le zéro pesticide, des actions de formation des agents et d'information des administrés.*

*Les objectifs visés pour la commune de Ramonville Saint-Agne concernent des enjeux de protection du personnel chargé de l'entretien des espaces publics et celles des citoyens, de préservation de la biodiversité et de reconquête de la qualité des eaux.*

*Cette charte s'inscrit dans la continuité des démarches que la commune a engagé sur le « Zéro pesticide ». En effet, celle-ci a obtenu le niveau 1 de la charte d'entretien des espaces publics en*

2015. Cette dernière charte régionale ne fait plus l'objet d'actualisation et est remplacée par la charte régionale « Objectif zéro phyto ».

La commune a mis en œuvre des solutions techniques qui lui permettent de solliciter le niveau 2 de la charte régionale « Objectif zéro phyto », ce qui est l'objet de la présente délibération.

En perspective, la commune souhaite viser le label national « Terre Saine, Communes sans pesticides » qui est attribué par le ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie. Pour cela, il est nécessaire d'avoir répondu au niveau 3 de la charte régionale qui exige qu'aucun produit désherbant ne soit utilisé dans les espaces contraints : pelouses sportives, cimetières. La démarche concernant les cimetières est désormais aboutie. Un travail technique est en cours pour les pelouses sportives en concertation avec les usagers.

#### La procédure

Le conseil municipal décide de s'engager en faveur de la réduction des pesticides, en adoptant le cahier des charges. Il sollicite l'adhésion de la collectivité à la charte régionale « Objectif zéro phyto »

- Vu le contenu des engagements de la charte régionale « Objectif zéro phyto »,

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **APPROUVE** l'engagement de la commune en faveur de la réduction des pesticides en adhérant à la charte régionale « Objectif zéro phyto » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la charte régionale « Objectif zéro phyto ».

## **7 VŒU DE SOUTIEN A LA RÉOLUTION DU 101<sup>ÈME</sup> CONGRES DES MAIRES ET PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ DE FRANCE**

**M. LE MAIRE** expose :

« Vu que le Congrès de l'association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité qui s'achève, a, une nouvelle fois, démontré la force et l'unité de l'AMF ;

- ♦ Vu que les communes de France ont subi, durant cette dernière année, une série de contraintes qui remet en cause la libre administration de nos collectivités locales ;
- ♦ Vu qu'au regard du sentiment d'abandon ressenti par certains de nos concitoyens, l'AMF affirme sa mobilisation sur les enjeux propres à la ruralité, notamment sur l'égal accès de tous aux services publics de proximité ;
- ♦ Vu qu'il est légitime de s'inquiéter particulièrement des projets en cours ou à venir des réorganisations des services déconcentrés de l'État, qui vont amplifier le recul de la présence des services publics sur les territoires ;
- ♦ Considérant que l'AMF demande la mise en œuvre immédiate d'un moratoire sur la fermeture des services publics de l'État ;
- ♦ Considérant que :
  - Les collectivités locales ne portent pas la responsabilité des déficits de l'État ; qu'elles ont

*toutes des budgets en équilibre et financent près de 70% des investissements publics du pays ;*

- Les dotations de l'État sont la légitime contrepartie d'impôts locaux supprimés ou de transferts de charges, opérés par la loi, et qu'elles sont donc un dû et non une faveur ;*
- Les communes et intercommunalités ont pris plus que leur part dans le rétablissement des comptes publics, comme le démontre la Cour des Comptes. Leur imposer de nouveaux efforts est contestable, et devrait, en tout cas, être limité à leur part dans la dette publique de la France, soit 4,5% pour le bloc communal ;*
- La suppression de la taxe d'habitation – sans révision des valeurs locatives – remet gravement en cause l'autonomie fiscale des communes, fige et amplifie les inégalités entre populations et territoires ;*

*Elle ne permettra plus de maintenir au même niveau les services apportés à la population. En outre, la réforme fiscale devra être discutée avec les trois catégories de collectivités locales et non pas les uns contre les autres ;*

- L'encadrement des dépenses de fonctionnement des collectivités locales tel que décidé est intenable et porte gravement atteinte à leur autonomie de gestion ;*
- La loi NOTRe doit être corrigée en ce qui concerne son volet intercommunal, les dispositions relatives à l'eau et l'assainissement, et au « Grand Paris » ;*
- La modification envisagée de la dotation d'intercommunalité, si elle est nécessaire ne peut cependant continuer à favoriser les certaines métropoles au détriment des autres structures intercommunales ;*
- La gouvernance de la nouvelle agence de cohésion des territoires doit confier une place majoritaire aux élus du bloc communal, qui sont les premiers concernés. L'agence doit être dotée de fonds propres pour pouvoir remplir son rôle auprès des collectivités dont les moyens sont aujourd'hui contraints ;*
- Les moyens dévolus aux agences de l'eau doivent être maintenus. Toute ponction qui détourne les redevances des usagers de leurs objectifs initiaux doit cesser ;*
- L'implication des maires dans la mise en œuvre d'une police de sécurité du quotidien, dans une gouvernance locale de sécurité partagée, doit se faire dans la limite des compétences respectives, sans transfert de charges et dans le respect du principe de libre administration qui s'applique également en matière de sécurité ;*
- Les propositions de l'AMF pour soutenir la dynamique volontaire de création de communes nouvelles doivent être prises en compte ;*
- Les démarches initiées par nos territoires en faveur de la transition écologique et énergétique, pour faire face aux dérèglements climatiques, doivent être reconnues et accompagnées ;*
- Les moyens dédiés au sport et à la culture pour tous doivent être maintenus dans le cadre d'une gouvernance partagée ;*
- Les conditions d'exercice des mandats locaux doivent être améliorées pour permettre l'accès de tous aux fonctions électives, en facilitant la conciliation avec l'activité professionnelle ;*
- La parité des fonctions électives doit être recherchée à tous les niveaux, y compris au sein de tous les exécutifs communaux et intercommunaux ;*
- La création récente de la coordination des employeurs territoriaux doit être prise en compte et que le statut de la fonction publique soit comme la pierre angulaire de nos administrations territoriales ;*
- La place des communes dans les politiques européennes doit être défendue quelle que soit leur taille par la France dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union ;*

♦ *Considérant que nous demandons la reconnaissance par le gouvernement de trois principes simples mais fondamentaux :*

- 1) Le respect effectif du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales ;*
- 2) L'acceptation du principe : « qui décide paie, qui paie décide » ;*
- 3) La cessation de tout dénigrement et toute stigmatisation des maires et de l'ensemble des élus locaux.*

♦ *Considérant que L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité a, lors de son dernier congrès, proposé sept sujets qui doivent être au cœur d'une véritable négociation avec le gouvernement :*

- L'inscription de la place particulière de la commune et de sa clause générale de compétence dans la Constitution. Il s'agit de donner plus de libertés, de capacités d'initiative et de souplesse aux collectivités, en particulier s'agissant de la répartition des compétences du bloc communal. Rien ne remplacera le cadre de solidarité et de proximité des communes et leurs mairies. Cela doit également permettre de consacrer l'engagement présidentiel de garantir l'autonomie financière et fiscale des communes et de leurs groupements ;*
- La compensation intégrale et dans la durée de la taxe d'habitation sur les résidences principales par un dégrèvement général qui tienne compte de l'évolution annuelle des bases ;*
- L'ajustement de la contribution du bloc communal à la réduction de la dette publique, au prorata de sa part dans l'endettement ;*
- L'acceptation d'une révision du plafonnement à 1,2% des dépenses de fonctionnement, alors que ce seuil est rendu obsolète par des prévisions d'inflation largement supérieures ;*
- Le retour à une conception non « léonine » et donc véritablement partenariale des contrats établis entre l'État et les collectivités territoriales ;*
- Le réexamen de la baisse des moyens dans les domaines essentiels de la vie des territoires que sont notamment le logement social, les contrats aidés et la politique de l'eau ;*

*Le rétablissement du caractère optionnel de tout transfert de compétence – et en particulier de la compétence « eau et assainissement » – qui doit s'accompagner, de manière générale, de l'arrêt de tout nouveau transfert obligatoire. »*

- Considérant que le conseil municipal de Ramonville Saint-Agne est appelé à se prononcer comme l'ensemble des communes et intercommunalités de France sur son soutien à cette résolution adoptée lors du congrès de 2018 ;

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

➤ **SOUTIENT** cette résolution et l'AMF dans ses discussions avec le Gouvernement

## **8 PARTICIPATION DE LA COMMUNE A L'APPEL A PROJET COOPÉRATION EN MÉDITERRANÉE 2019**

**M. ROSTAN** expose :

*« La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée affiche une véritable ambition méditerranéenne, qui se décline dans une dimension à la fois institutionnelle, économique, académique et culturelle.*

*L'une des priorités de la Région est de développer des actions de coopération concrètes avec les pays de la Rive Sud de la Méditerranée, et en particulier avec le Maghreb.*

*Afin d'inscrire ces partenariats dans une démarche inclusive et pérenne, la Région accompagne et soutient, à travers l'appel à projets « Coopération en Méditerranée » 2019, les acteurs de son territoire qui portent des projets de coopération avec des acteurs méditerranéens situés au Maroc (Région de Fès-Meknès, Casablanca-Settat, l'Oriental), en Algérie et en Tunisie.*

*Les collectivités territoriales situées sur le territoire de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée peuvent être bénéficiaires de cet appel à projet, lorsqu'elles mettent en œuvre des actions de coopération dans les pays méditerranéens concernés.*

*Il est précisé également que l'aide régionale ne pourra être supérieure à 50% du coût total TTC du budget prévisionnel du porteur de projet, inscrit dans la demande de financement, et que la subvention est attribuée pour une durée maximum de 3 ans.*

*Par ailleurs, il est rappelé au conseil municipal que dans sa délibération en date du 4 avril 2018, N°2019/AVR/20, le conseil a notamment autorisé la commune à œuvrer en 2019 sur des actions de coopération décentralisée avec notre partenaire de Mellouleche, dans les conditions précisées dans ladite délibération. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. ROSTAN, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **AUTORISE** la commune à répondre à l'appel à projet « Coopération en Méditerranée 2019 » porté par la région Occitanie.

## **9 ÉVOLUTION PARTIELLE DE LA CARTE SCOLAIRE**

**Mme MATON** expose :

*« La carte scolaire de la commune de Ramonville a fait l'objet, lors de la rentrée de septembre 2015, d'une modification d'envergure avec la création d'un cinquième groupe scolaire.*

*Après une importante concertation avec les différents partenaires, il a été convenu de contenir la carte scolaire affectant les enfants au groupe scolaire Gabriel SAJUS, et de ne pas modifier la carte entre 2016 et 2018, durant la phase de rénovation de l'établissement.*

*Il s'agissait en effet de ne pas saturer les locaux de l'école provisoire des Sables et d'acter qu'après la rénovation, le périmètre de Gabriel SAJUS et celui d'Angela DAVIS devraient être réexaminés.*

*Le groupe scolaire Gabriel SAJUS ayant été remis en service en novembre 2018, un travail a été mené avec l'ensemble des directeurs d'écoles, et plus particulièrement avec les directrices de Gabriel SAJUS et d'Angela DAVIS, ainsi qu'avec les représentants de parents d'élèves pour adapter la carte scolaire de ce secteur à compter de septembre 2019.*

*Les rues concernées par le changement d'affectation du groupe scolaire Angela DAVIS au groupe scolaire Gabriel SAJUS sont les suivantes :*

- Rue des pinsons : du numéro 9 à la fin de la rue
- Allée des Glycines
- Allée des Géranium

- Rue Baudelaire : du numéro 1 au 7 et du 6 au 12
- Impasse Champlain
- Impasse Lamartine
- Rue Jacques Cartier
- Rue Verlaine

Cette modification a pour but d'équilibrer les effectifs sur les deux groupes scolaires Gabriel SAJUS et Angela DAVIS, dont les évolutions sont présentées dans le tableau ci-dessous, et de réintroduire une plus grande mixité sociale.

#### **Évolution des effectifs sur les écoles Gabriel SAJUS et Angela DAVIS**

	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017	Septembre 2018
Ecole maternelle SAJUS	84	73	79	84
Ecole élémentaire SAJUS	149	138	138	144
<b>TOTAL Gabriel SAJUS</b>	<b>233</b>	<b>211</b>	<b>217</b>	<b>228</b>
Ecole maternelle DAVIS	110	102	109	96
Ecole élémentaire DAVIS	101	122	128	148
<b>TOTAL Angela DAVIS</b>	<b>211</b>	<b>224</b>	<b>237</b>	<b>244</b>

Ces nouvelles dispositions s'appliqueront pour toutes les nouvelles familles emménageant dans des logements de ces rues et souhaitant inscrire leurs enfants à l'école à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019. Les nouvelles familles résidant au NIGLO seront affectées au groupe scolaire Angela DAVIS. »

- Par application de l'article L. 212-7 du Code de l'Education, « Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune des ces écoles est déterminé par délibération du conseil municipal » ;

Le conseil municipal ouï l'exposé de Mme MATON, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **PREND** acte de cette information.

## **10 SIGNATURE DES PROTOCOLES « RAPPEL À L'ORDRE » ET « TRANSACTION »**

**M. LE MAIRE** expose :

« Origine du projet :

- Action inscrite dans le projet d'administration de la collectivité et dans le projet de service de la Police Municipale ;
- Grand objectif 4 : Contribuer à préserver un cadre de vie sain et sécurisé.
- Chantier 3 : Lutter contre les nuisances et contre les différentes formes de délinquance.  
Aider l'autorité judiciaire et la Gendarmerie à lutter contre la récidive.
- Chantier 4 : Partager les informations et améliorer l'efficacité des actions Mairie-Gendarmerie.

### Contexte :

Déjà engagée depuis plusieurs années pour l'accueil des personnes en Travail d'Intérêt général (TIG), la commune de Ramonville Saint-Agne accueille aussi, depuis le mois de novembre 2017, des personnes en Travail Non Rémunéré Circuit Court (TNRCC).

Autant de mesures visant à associer les collectivités territoriales et les autres partenaires pour lutter contre toutes les formes de délinquance, lutter aussi contre les sentiments d'impunités et éviter la récidive.

Les dispositifs « Rappel à l'Ordre » et « Transaction » concourent aux même objectifs, ils confirment également le rôle du Maire, Pivot en matière de prévention de la délinquance dans sa commune.

Dans le cadre du Conseil Intercommunautaire de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) du Sicoval, certaines communes ont évoqué, à différentes reprises, leurs souhaits de mettre en œuvre les dispositifs « Rappel à l'Ordre » et « Transaction du maire ».

Une réunion d'information, présidée par Catherine GAVEN Présidente du CISPD, et Pierre COUTTENIER, Procureur de la République Adjoint, s'est déroulée le 12 mars dernier au Sicoval. A la suite de cette rencontre, un certain nombre de communes ont fait part de leur souhait de signer les protocoles « Rappel à l'ordre » et/ou « Transaction ».

Il a été décidé de procéder à une signature collective des protocoles, lors du conseil communautaire du lundi 03 juin 2019.

### Présentation des dispositifs :

Les dispositifs « rappel à l'ordre » et « transaction » ont été institués par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Ils sont deux outils mis à la disposition des maires, au titre de leur pouvoir de police administrative, permettant de prévenir les troubles à l'ordre public sur le territoire de leur commune.

Les deux dispositifs, bien que distincts dans leur objet et dans leur mise en œuvre, exigent une coopération étroite entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, en la personne du procureur de la République.

### Le Rappel à l'Ordre :

Le rappel à l'ordre a été institué par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Il donne pouvoir au maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre dans la commune Il peut s'appliquer dans les cas suivants :

- Non respect des arrêtés de police du maire lorsqu'ils portent sur des questions de bon ordre, de sûreté, de sécurité ou de salubrité publiques ;
- Autres faits relevant d'une peine contraventionnelle (essentiellement pour les contraventions pouvant être constatées par la police municipale sur le fondement de l'article L. 511-1 du CSI).
- Des comportements n'emportant pas de qualification pénale Les domaines qui peuvent être concernés (liste non exhaustive): Absentéisme scolaire, la présence constatée de mineurs non accompagnés dans des lieux publics à des heures tardives, les incivilités commises par des mineurs, les incidents aux abords des établissements scolaires, les conflits de voisinage, les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, certaines atteintes légères à la propriété publique, l'abandon d'ordures, déchets, matériaux ou autres objets, les jets de mégots, mictions, déjections canines, la divagation d'animaux dangereux.

La décision de prononcer un rappel à l'ordre doit être prise par le maire ou son représentant désigné par arrêté.

Il est convenu qu'un échange avec le procureur de la République doit avoir lieu à ce stade. Il prend

la forme d'un contact par mail, afin d'informer le parquet du projet de rappel à l'ordre et de s'assurer qu'aucune procédure judiciaire n'est en cours et que les faits ne revêtent aucune qualification délictuelle.

#### La transaction :

La transaction est une alternative prévue à l'article 44-1 du code pénal au titre des attributions du procureur de la République. Cette procédure, initiée par le Maire et homologuée par l'autorité judiciaire, intervient lorsque certains faits contraventionnels ont été commis au préjudice de la commune au titre de l'un de ses biens « tant que l'action publique n'a pas été mise en mouvement ».

La transaction ne s'applique qu'à des personnes majeures. Le dispositif de transaction s'applique aux infractions suivantes :

- Infractions au règlement sanitaire départemental, dès lors que les faits sont commis au préjudice de la commune et au titre de l'un de ses biens ;
- Abandon d'ordures, de déchets, matériaux ou autres objets, dès lors que la commune prend en charge le nettoyage et l'enlèvement et que les faits sont commis sur le domaine communal (article R 632-1 du code pénal – Contravention de 2<sup>ème</sup> classe) ;
- Abandon d'épaves de véhicules ou d'ordures, de déchets, matériaux et autres objets transportés dans un véhicule, dès lors que la commune prend en charge le nettoyage et l'enlèvement et que les faits ont été commis sur le domaine communal (article R. 635-8 du code pénal – Contravention de 5<sup>ème</sup> classe) ;
- Destructures, dégradations et détériorations légères commises contre des biens appartenant à la commune (article R 635-1 du code pénal – Contravention de 5<sup>ème</sup> classe).

La proposition de transaction doit émaner du maire ou de son délégataire et requiert l'acceptation du contrevenant, non seulement quant aux faits qui lui sont reprochés dont il doit reconnaître la réalité, mais également quant au contenu de la transaction proposée, qui peut consister en :

- Réparation pécuniaire du préjudice causé à la commune au titre de l'un de ses biens ;
- Exécution au profit de la commune, d'un travail non rémunéré pendant une durée maximale de trente heures . »

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer les protocoles qui posent les bases de la mise en place des dispositifs « Rappel à l'Ordre » et « Transaction ».

## **11 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES SALLES MUNICIPALES**

**M. PALEVODY** expose :

« La démarche engagée en 2019 par le Pôle animation locale, associatives et sportives s'est attachée à structurer et organiser les relations avec les associations utilisatrices des locaux municipaux.

Il est donc prévu de joindre les règlements intérieurs des salles mises à disposition aux conventions qui seront réactualisées pour la saison 2019-2020.



*Plusieurs réunions ont été organisées au cours du premier semestre 2019 avec les associations bénéficiant de la mise à disposition de locaux, afin d'harmoniser les pratiques d'utilisation de toutes les salles municipales.*

*Ce travail a permis de formaliser un règlement intérieur commune pour l'ensemble des salles, fixant les règles applicables lors des mises à disposition.*

*Ce nouveau règlement détermine, entre autre :*

- les modalités de réservation ;*
- les modalités mise à disposition et de libération des locaux ;*
- les responsabilités. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. PALEVODY, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le règlement intérieur des salles municipales.

## **12 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE MUNICIPALE D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**

**M. ROZENKNOP** expose :

*« L'école municipale d'enseignements artistiques (EMEAR) a pour mission d'assurer un enseignement musical spécialisé et un enseignement portant sur la pratique de la danse, du théâtre, des arts plastiques et du cirque. Cet établissement permet également la diffusion des travaux des élèves, la création et la rencontre avec des artistes professionnels.*

*Un nouveau projet pédagogique pour l'école municipale d'enseignements artistiques se déploie depuis la rentrée 2017 et l'établissement accueille plus de 700 élèves pour une pratique artistique collective et transdisciplinaire accessible au plus grand nombre.*

*Les premières actions mises en place, liées au nouveau projet ont porté sur la création d'une classe éveil musique et danse, le développement des actions éducatives dans les écoles primaires ou encore le développement des pratiques collectives, ....*

*Le règlement intérieur pour l'EMEAR est indispensable à son bon fonctionnement. Il fixe les engagements entre la municipalité et les élèves bénéficiant du service. Il informe des modalités pratiques d'inscription et de réinscription, de la tarification et de la facturation. Il précise l'engagement attendu des élèves et de leur famille. Le directeur de l'EMEAR est garant de son application.*

*Toute nouvelle inscription ou réinscription vaut acceptation du présent règlement intérieur.*

*Ce règlement sera communiqué aux familles au moment de l'inscription et il sera à disposition par voie d'affichage dans les locaux et téléchargeable sur le site Internet de la Ville. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. ROZENKNOP, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **APPROUVE** le règlement intérieur ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le règlement intérieur pour sa mise en application au sein de l'EMEAR.

### **13 ACTUALISATION DÉLIBÉRATION INSTAURANT LE RIFSEEP (RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL**

**M. LE MAIRE** expose :

« Contexte :

*Par délibération N°2018/MAI/36 en date du 17 mai 2018, le conseil municipal a instauré le RIFSEEP.*

*A cette date et en attente de plusieurs décrets, ce régime indemnitaire ne concernait pas tous les agents de la commune.*

*Un arrêté du 14 mai 2018 publié au Journal Officiel du 26 mai 2018 permet la transposition du RIFSEEP notamment aux cadres d'emplois des bibliothécaires et des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques.*

*Cette délibération permet de mettre en œuvre ces nouvelles dispositions pour les agents concernés de la commune et de rappeler le cadre réglementaire des primes compatibles avec la mise en place du RIFSEEP.*

*Ainsi, il convient d'abroger la délibération n° 2018/MAI/35 instaurant le RIFSEEP et de la remplacer par la présente qui reprend, ci-dessous, les modalités et les critères d'attribution d'origine et permet désormais une application aux cadres d'emplois précités.*

- **Vu** l'avis du comité technique paritaire en date du 26 juin 2019 relatif à l'actualisation de la délibération instaurant le RIFSEEP.

#### **Article 1 :dispositions générales**

*La commune décide d'instituer les primes et indemnités figurant dans la présente délibération au bénéfice des agents titulaires et stagiaires.*

*Le régime indemnitaire est également applicable aux agents contractuels de droit public sur emploi permanent et non permanent conformément aux dispositions précisées dans les différents articles de la présente délibération.*

*Les montants des indemnités seront revalorisés automatiquement suivant l'évolution du point d'indice de la fonction publique toutes les fois où le montant des primes et indemnités instituées est lié à ce point ou en cas de changement dans les conditions fixées par les textes réglementaires applicables pour les primes et indemnités établies par référence à des taux forfaitaires non indexés sur la valeur du point de la fonction publique.*

*Les montants individuels pourront être modulés par arrêté du Maire dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'État ou selon les critères fixés pour chaque prime par l'assemblée délibérante.*

*Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, les primes liées au niveau de responsabilité sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :*

- Congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants) ;
- Congés annuels, RTT ;

- Congés pour accident de service ou maladie professionnelle ;
- Congé de maternité, de paternité et d'adoption.

*Les primes liées au niveau de responsabilité en cas de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, ne seront pas maintenues.*

*Les primes liées à la manière de servir ont vocation à être réajustées, après chaque évaluation annuelle, pour tenir compte de l'atteinte des objectifs et de la manière de servir appréciées au titre de la période antérieure.*

*En vertu de l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relative à la rénovation du dialogue sociale et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique, le Comité technique devra obligatoirement être consulté quant aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférent.*

## **Article 2 : Application du RIFSEEP**

*Le RIFSEEP est attribué :*

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, exerçant les fonctions du cadre d'emploi concerné ,
- Aux agents contractuels de droit public.

*Le RIFSEEP est applicable aux cadres d'emplois suivants :*

- Attachés territoriaux ;
- Rédacteurs territoriaux ;
- Adjointes administratifs ;
- Éducateurs territoriaux des APS ;
- Opérateurs territoriaux des APS ;
- Adjointes techniques territoriaux ;
- Agents de maîtrise territoriaux ;
- Adjointes territoriaux du patrimoine ;
- Animateurs territoriaux ;
- Adjointes d'animation territoriaux ;
- Assistants socio-éducatifs ;
- Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;
- Agents sociaux ;
- Conservateurs territoriaux du patrimoine ;
- Conservateurs territoriaux de bibliothèques ;
- Attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;
- Bibliothécaires territoriaux ;
- Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

## **2-2 : modalités de versement**

*Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique de l'État ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.*

*L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel. Le versement se fera au prorata du temps de présence et du temps de travail.*

## **2-3 : maintien à titre individuel**

*Au titre du principe de libre administration des collectivités, il est décidé de maintenir, à titre individuel, le montant indemnitaire perçu par les agents dont ils bénéficiaient au titre des dispositions*

antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP et ce jusqu'à la date du prochain changement de fonction de l'agent.

## **2-4 : structure du RIFSEEP**

Le RIFSEEP comprend deux parts :

- Une part fixe : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle.
- Une part variable : le complément indemnitaire annuel, qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

## **2-5 : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)**

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- En cas de changement de fonctions ;
- Tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

L'IFSE est versée mensuellement pour les agents titulaires et stagiaires de la FPT.

L'IFSE pourra être versée semestriellement ou mensuellement pour les agents contractuels de droit public.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

## **2-6 : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**

Le complément indemnitaire annuel est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent.

L'appréciation de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

Fixés après avis du Comité technique, les critères à partir desquels la valeur professionnelle des agents est appréciée portent notamment sur :

- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les compétences relationnelles ;
- Les compétences d'encadrement.

Ces critères validés par le comité technique paritaire, seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1.

Le CIA fera l'objet d'un versement semestriel en mai et novembre.

## **2-7 répartition par groupes de fonctions (IFSE et CIA)**

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions pour lesquels sont fixés les montants maximaux applicables à chacune des parts sans dépasser le plafond global applicable aux corps de référence de la fonction publique d'État. **CF .ANNEXE 1**

## **2-8 : cumuls possibles**

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable par nature avec :

- L'indemnité horaire pour travail supplémentaire ;
- L'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- L'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- L'indemnité d'astreinte ;
- L'indemnité d'intervention ;
- L'indemnité de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- Les primes prévues par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

## **2-9 : Indemnité horaire pour travail supplémentaires**

Dans les conditions prévues par les textes susvisés, pourront bénéficier de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS) les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public employés à temps complet, à temps partiel et à temps non complet appartenant aux catégories C ou B des cadres d'emplois suivants :

<b>Cadres d'emploi</b>	<b>Grades</b>
Rédacteurs territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Adjointes administratifs territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Animateurs territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Adjointes territoriaux d'animation	Tous grades du cadre d'emploi
Techniciens territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Agents de maîtrise territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Adjointes techniques territoriaux	Tous grades du cadre d'emploi
Agents de police municipale	Tous grades du cadre d'emploi

<i>Chefs de service de police municipale</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Opérateurs territoriaux des APS</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Éducateurs territoriaux des APS</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM)</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Assistants territoriaux d'enseignement artistique</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Adjointes territoriales du patrimoine</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>
<i>Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques</i>	<i>Tous grades du cadre d'emploi</i>

*La compensation des heures supplémentaires sera réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Toutefois, à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, la collectivité pourra compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que ces travaux ont été réalisés à sa demande, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.*

*Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service.*

*Les dispositions relatives à l' IHTS pourront être étendues aux agents titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.*

*Le taux horaire est majoré :*

- 125 % pour les 14 premières heures ;*
- 127 % pour les heures suivantes.*

*L'heure supplémentaire est ensuite majorée :*

- 100 % quand elle est effectuée de nuit (entre 22h et 7h) ;*
- 66 % quand elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.*

*Pour les agents employés à temps non complet, les heures effectuées au-delà de la durée normale de travail sont des heures complémentaires. Si la durée légale afférant à un temps complet est dépassée, il s'agit d'heures supplémentaires qui doivent avoir un caractère exceptionnel.*

*Cette indemnité sera versée mensuellement.*

## **2.10 : Indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés**

*Dans les conditions prévues par les textes en vigueur, pourront bénéficier de l'indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public employés à temps complet, à temps partiel et à temps non complet appartenant aux catégories A, B ou C de l'ensemble des cadres d'emploi de toutes les filières représentées au sein de la collectivité.*

*Cette indemnité sera octroyée aux agents assurant un service le dimanche et les jours fériés entre 6 heures et 21 heures, dans le cadre de la durée hebdomadaire de son travail.*

*Le montant horaire de référence est de 0,74 euros par heure effective de travail.  
Cette indemnité n'est pas cumulable avec les indemnités pour travaux supplémentaires.  
Cette indemnité sera versée mensuellement.*

### **2.11 : Indemnité forfaitaire complémentaire des élections**

*Dans les conditions prévues par les textes susvisés, les agents qui participent à l'organisation d'un scrutin et qui sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires bénéficient de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections prévus par l'arrêté ministériel du 27 février 1962.*

*Les modalités et montants de cette indemnité sont définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et dans le décret 2002-63 qui précisent que le montant de référence pour son calcul sera celui de l'IFTS de 2<sup>e</sup> catégorie assortie d'un coefficient de 2.*

*Les dispositions de l'indemnité faisant l'objet du présent article pourront être étendues aux agents non titulaires de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.*

*L'autorité territoriale fixera les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'IFCE. Le paiement de cette indemnité sera effectué après chaque tour de consultations électorales.*

*L'autorité territoriale procédera aux attributions individuelles en fonction du travail effectué à l'occasion des élections.*

### **2.12 : Indemnités allouées aux régisseurs d'avances et de recettes (IFSE régie)**

*L'indemnité peut être versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels de droit public responsables d'une régie.*

*Conditions d'attributions : être régulièrement chargé des fonctions de régisseurs titulaire ou intérimaire ou de mandataire suppléant d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées.*

*Elle est versée en complément de la part fonction IFSE prévue pour le groupe de fonction d'appartenance de l'agent régisseur.*

*La part supplémentaire IFSE régie sera versée sur la base de l'arrêté de nomination de régisseur.*

*Les modalités retenues sont celles fixées par les articles R 1617-1 à R 1617-5-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et les arrêtés ministériels du 28 mai 1993 et du 3 septembre 2001 sus-visés.*

*Les agents dont le cadre d'emplois n'est pas encore impacté par le RIFSEEP restent soumis aux délibérations antérieures régissant l'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes (arrêté ministériel du 3 septembre 2001).*

### **2.13 : Indemnité horaire pour travail normal de nuit**

*Dans les conditions prévues par les textes en vigueur, pourront bénéficier de l'indemnité horaire pour travail de nuit les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public, employés à temps complet, à temps partiel et à temps non complet appartenant aux catégories A, B ou C de l'ensemble des cadres d'emploi de toutes les filières représentées au sein de la collectivité.*

Cette indemnité sera octroyée aux agents accomplissant totalement ou partiellement un service normal entre 21 heures et 6 heures du matin, dans le cadre de la durée réglementaire hebdomadaire du travail.

Le taux horaire de l'indemnité pour travail est fixé à 0,17 euros. En cas de travail intensif, ce montant est majoré de 0,80 euros par heure (0,90 euros pour la filière médico-sociale), soit un taux horaire de 0,97 euros (1,07 euros pour la filière médico-sociale).

#### **2.14 : Indemnité d'Astreinte**

Considérant, qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, que la durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail,

Considérant, que les agents des collectivités territoriales bénéficient d'une indemnité ou, à défaut, d'un repos compensateur lorsqu'ils sont appelés à participer à une période d'astreinte, avec ou sans intervention,

Considérant qu'il y' a lieu, en fonction des besoins de la collectivité, d'instaurer un régime d'astreinte ainsi que les indemnités qui s'y rattachent pour répondre à des besoins administratifs. **CF ANNEXE 2 (montant des indemnités d'astreintes)**

#### **RÉGIME INDEMNITAIRE APPLICABLE AUX CADRES D'EMPLOIS NON ÉLIGIBLES AU RIFSEEP**

**Article 3 : Cadre d'application du régime indemnitaire de la collectivité pour les cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP (dans l'attente de parution de textes pour la transposition dans la FPT)**

#### **3-1 : Indemnité Spécifique de Service**

Les agents relevant des cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et des techniciens territoriaux pourront bénéficier de l'indemnité spécifique de service (ISS) selon les modalités fixées par arrêtés ministériels.

<b>Grade</b>	<b>Montant annuel moyen de référence (au 01/10/2012)</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Taux maximum</b>
Technicien	361,90	12	110 %
Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe	361,90	16	110 %
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	361,90	18	110 %
Ingénieur jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon	361,90	28	115 %
Ingénieur à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon	361,90	33	115 %
Ingénieur principal jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon	361,90	43	122,50 %
Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup>	361,90	43	122,50 %



échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade			
Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon ayant 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90	51	122,50 %

Cette prime sera versée semestriellement en mai et en novembre et prendra en compte les fonctions exercées et de la qualité des services rendus.

Cette prime pourra être versée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

### **3-2 : Prime de service et de Rendement**

Une prime de service et de rendement (PSR) est instituée selon les modalités retenues pour la Fonction Publique d'État, pour les cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux.

Les taux de base maximum sont ceux applicables à la fonction publique d'État.

<b>Grade</b>	<b>Montant annuel moyen de référence (au 17/12/2009)</b>	<b>Coefficient (ne peut excéder annuellement le double du taux moyen)</b>
Ingénieur principal	2 817 Euros	2
Ingénieur	1 659 Euros	2
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	1 400 Euros	2
Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe	1 330 Euros	2
Technicien	1 010 Euros	2

Les attributions individuelles se feront mensuellement par arrêté de l'autorité territoriale.

Le montant individuel de la prime de service et de rendement ne peut excéder le double du taux annuel de base fixé pour le grade d'appartenance.

Les critères d'attribution individuelle sont fixés comme suit :

- Responsabilités, niveau d'expertise et sujétions spéciales liés à l'emploi occupé ;
- Qualité des services rendus.

Cette prime pourra être versée aux agent titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

### **3-3 : Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE)**

*L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves, indexée sur le point indiciaire de la fonction publique, est attribuée aux membres des cadres d'emplois :*

- *Des professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;*
- *Des assistants territoriaux d'enseignement artistique.*

*Elle comprend deux parts :*

- *Une part fixe liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes et en particulier le suivi individuel et l'évaluation des élèves, dont le montant moyen annuel est de : 1 213,56 euros (1<sup>er</sup> février 2017),*
- *Une part modulable liée à des tâches de coordination du suivi des élèves compte tenu de l'organisation de l'établissement dont le montant moyen annuel est de : 1 425,84 euros (1<sup>er</sup> février 2017).*

*Les attributions individuelles seront arrêtées par l'autorité territoriale dans la limite du plafond indiqué ci-dessus.*

*Cette prime pourra être versée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public conformément aux dispositions précisées dans les différents articles de la présente délibération.*

*Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.*

*Cette indemnité sera versée mensuellement.*

### **3-4 : Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires**

*Certains grades de la filière médico-sociale peuvent prétendre à une compensation indemnitaire pour les sujétions liées à leurs fonctions. Dans les conditions prévues par les textes en vigueur, pourront bénéficier de l'IFRSTS le cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants :*

- *Éducateur principal de jeunes enfants ;*
- *Éducateur de jeunes enfants.*

*L'indemnité est calculée sur la base d'un taux de référence affecté d'un coefficient multiplicateur de 1 à 7.*

*Montants annuels de référence au 1<sup>er</sup> janvier 2002 :*

- *Éducateur principal : 1 050 euros*
- *Éducateur : 950 euros.*

*Cette indemnité est allouée dans la limite d'un crédit global établi en multipliant le taux de référence par le coefficient multiplicateur et par le nombre de bénéficiaires.*

*L'agent doit exercer les fonctions d'éducateur de jeunes d'enfants pour pouvoir en bénéficier.*

*Les critères d'attribution individuelle sont fixés comme suit :*

- *Le niveau de responsabilité ;*
- *L'animation d'une équipe ;*

- La charge de travail ;
- La disponibilité de l'agent.

Cette prime pourra être versée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Les attributions individuelles se feront mensuellement par arrêté de l'autorité territoriale.

### **3-5 : Indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse**

Dans les conditions prévues par les textes en vigueur, pourront bénéficier de l'indemnité de sujétions des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse le cadre d'emplois suivant :

- Conseiller territorial des activités physiques et sportives.

L'indemnité est destinée à tenir compte des sujétions imposées dans l'exercice des fonctions et des travaux supplémentaires effectués.

Le crédit global est calculé sur la base d'un taux moyen annuel multiplié par le nombre de bénéficiaires.

Le taux de référence annuel au 1<sup>er</sup> janvier 2017 : 5 870 euros.

Les attributions individuelles sont déterminées en fonction de l'importance des sujétions et du supplément de travail fourni. Le taux individuel peut atteindre 120 % du taux de référence.

Cette prime pourra être versée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Les attributions individuelles se feront mensuellement par arrêté de l'autorité territoriale.

### **3-6 : Indemnité spéciale de fonctions de la police municipale**

Dans les conditions prévues par les textes en vigueur, pourront bénéficier de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions des agents de police municipale les agents titulaires et stagiaires occupant le cadre d'emploi de :

- Directeur de police municipale ;
- Chef de service de la police municipale ;
- Agent de police municipale.

L'agent doit exercer des fonctions de police municipale pour pouvoir bénéficier de cette indemnité.

Le montant individuel est fixé par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites suivantes :

- ♦ Directeur de police municipale : indemnité constituée d'une part fixe d'un montant annuel

maximum de 7 500 euros et d'une part variable égale au maximum à 25 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

♦ Au dessus de l'indice brut 380 :

- Chef de service de police municipale principal 1<sup>ère</sup> classe ;
- Chef de service principal 2<sup>ème</sup> classe ;
- Chef de service de police municipale.

Indemnité égale au maximum à 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

♦ Égal à l'indice brut 380 et en dessous :

- Chef de service de police principal de 2<sup>ème</sup> classe ;
- Chef de service de police municipale.

Indemnité égale au maximum à 22 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

♦ Grades du cadre d'emplois des agents de police municipale : indemnité égale au maximum à 20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Tous ces taux sont les taux maximums applicables. L'autorité territoriale peut décider de l'application de taux moins élevés.

L'indemnité est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, et l'indemnité d'administration et de technicité.

Cette prime pourra être versée aux agents titulaires et stagiaires admis à exercer leurs fonctions à temps partiel ; les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Cette indemnité est versée mensuellement.

### **3-7 Prime de responsabilité des emplois administratifs de directions**

La prime de responsabilité afférente à l'emploi de DGS est instituée au bénéfice du directeur général services.

La prime de responsabilité est fixée à 15 % du traitement brut (indemnité de résidence, prime et supplément familial non compris).

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Cette indemnité sera versée mensuellement. »

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ :**

- **INSTAURE** un régime indemnitaire tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant du régime indemnitaire versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- **ABROGE** les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire ;
- **PRÉVOIT** d'inscrire les crédits correspondants au budget.

## 14 MISE A JOUR DU RÈGLEMENT DES FRAIS DE FORMATION

**M. LE MAIRE** expose :

- « Vu la loi n°83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 84-594 du 12/07/1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi 2016-1088 du 08 août 2016, loi dite « du travail » relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.
- Vu le décret n° 85-552 du 22/05/1985 modifié relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale,
- Vu le décret n° 85-603 du 10/06/1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,
- Vu le décret n°94-933 du 25 octobre 1994 relatif à l'organisation de la formation initiale d'application des agents de police municipale stagiaires,
- Vu le décret n°2000-47 du 20 janvier 2000, relatif à l'organisation de la formation initiale d'application des chefs de service de police municipale stagiaires,
- Vu le décret n°2007-370 du 20 mars 2007 relatif à l'organisation de la formation initiale prévue aux articles 7 et 8 du décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des directeurs de service de police municipale.
- Vu le décret n° 2007-1845 du 26/12/2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2008-512 du 29/05/2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,
- Vu le décret n° 2008-513 du 29/05/2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation,
- Vu le décret n°2015-1385 du 29/10/2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 instituant une période de préparation au reclassement au profit des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions

- Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,
- Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.
- Vu la circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique
- Considérant que le règlement de formation en vigueur au sein de la collectivité a été validé en Comité Technique le 20 décembre 2004 et en Conseil Municipal le 21 mars 2005,
- Considérant ainsi la nécessité de procéder à la réécriture du règlement de formation en intégrant la législation en vigueur,
- Considérant l'avis du Comité Technique Paritaire du 26 juin 2019.

Les membres du conseil municipal que sont informés que, suite à des réformes de la formation dans la fonction publique territoriale, il était devenu indispensable de procéder à une réécriture du règlement de formation.

En effet, le règlement de formation actuel a été validé en Comité Technique le

En 2007, le législateur a profondément réformé le droit à la formation pour les agents de la fonction publique en instaurant des formations tout au long de la carrière et le droit individuel à la formation.

En 2017, le législateur a procédé à la réforme du droit individuel de formation dans la fonction publique territoriale. Cette réforme s'est traduite par :

- La création pour chaque agent d'un compte personnel d'activité ;
- La transformation du droit individuel de formation au Compte personnel de formation (CPF) ;
- L'instauration de la notion de « projet d'évolution professionnelle » ;
- L'allocation d'un budget spécifique pour les formations en lien avec le nouveau dispositif.

En outre, ces dernières années ont émergé de nouvelles modalités pédagogiques de formation, à savoir :

1. les formations en présentiel :

- Inter (organisées par un organisme de formation à destination de plusieurs agents de plusieurs collectivités dans les locaux de l'organisme)
- Intra (organisées par la collectivité dans ses locaux pour les agents)
- Union de collectivité (organisées par une collectivité pour des agents de plusieurs collectivités dans ses locaux)

2. Les formations à distance :

- Les formations à distance ;
- Les webinaires ;
- Les MOOC (Massive Open Online Courses) ;
- Les SPOOC (Small Private Online Courses) ;
- Les classes virtuelles ;
- Les serious games (activité qui combine une action pédagogique avec des ressorts ludiques).

3. les formations mixtes (distance et présentiel)

*Renforçant ainsi la nécessité de créer des règles et des procédures adaptées.  
Aussi, une réécriture du règlement de formation est devenue indispensable afin de permettre à chaque agent un accès aux différents dispositifs de formation.*

*Le nouveau règlement, ainsi rédigé :*

- ◆ *Prend en compte :*
  - *Les formations liées à la santé et la sécurité au travail ;*
  - *Les différents types de formations statutaires (intégration, 1er emploi, tout au long de la carrière, poste à responsabilité) instaurés par la loi de 2007 ;*
  - *Les autres types de formations édictés par la loi de 2007 (perfectionnement, préparation concours et examen, formations personnelles, les actions de lutte contre l'illettrisme et l'apprentissage de la langue française, la formation syndicale) ;*
  - *Les formations en lien avec le CPF.*
- ◆ *Met en place une priorisation des départs en formation ;*
- ◆ *Met en place des procédures en fonction du type de formation, de l'organisme et des modalités pédagogiques :*
  - *Distinction entre les formations CNFPT et hors CNFPT ;*
  - *Distinction entre les formations dites classiques et les formations à distance.*
- ◆ *Met en place une procédure pour les demandes de formations personnelles et de mobilisation du CPF par l'instauration d'une commission d'attribution des formations,*
- ◆ *Met en place une procédure pour les inscriptions aux préparations concours et examens professionnels,*
- ◆ *Attribue le budget pour les formations personnelles ou les formations en lien avec le CPF suivant :*
  - *Validation des acquis de l'expérience (VAE) : 500 € maximum*
  - *Bilan de compétences : 1 500 € maximum*
  - *Congé de formation professionnel : 500 € maximum*
  - *Compte personnel de formation : enveloppe maximale de 10 % du budget formation. Prise en charge de la formation à hauteur de 500€ maximum,*
- ◆ *Rappelle les règles en ce qui concerne les concours et examens professionnels.*
- ◆ *Instaure de nouvelles règles d'indemnisation des frais de déplacement pour les formations hors CNFPT et les concours et examens.*

*Il appartient donc au conseil municipal, après avis du Comité Technique Paritaire, de valider le nouveau règlement de formation. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :

- **VALIDE** le règlement de formation nouvellement rédigé ;
- **VALIDE** les montants définis dans le règlement de formation.

## 15 MISE A JOUR DU RÈGLEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

**M. LE MAIRE** expose :

- « Vu Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu Décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007, applicable aux agents des collectivités territoriales, modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;
- Vu Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Vu Arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- Considérant que le règlement des frais de déplacement en vigueur au sein de la collectivité a été validé en Comité Technique le 25 mars 2011 et en Conseil Municipal le 9 février 2012 ;
- Considérant que le nouveau règlement de formation a modifié la prise en charge des frais de déplacement liés aux départs en formation ou aux concours et examens professionnels ;
- Considérant que l'arrêté de 2019 a modifié les taux d'indemnités ;
- Considérant ainsi la nécessité de procéder à la réécriture du règlement de prise en charge des frais de déplacement en intégrant la législation en vigueur ;



- *Considérant l'avis du Comité Technique Paritaire du 26 juin 2019 ;*

*Les membres du conseil municipal que seront informés que, le règlement de prise en charge des frais de déplacement actuel a été validé en Comité Technique le 25 mars 2011 et en conseil municipal le 9 février 2012.*

*Lors de la réécriture du règlement de formation, a été abordé la question de la prise en charge des frais de déplacement en lien avec les départs en formation ou les déplacements pour concours et examens professionnels.*

*En outre, une actualisation des montants d'indemnisation des frais de déplacement a également imposé une actualisation du règlement de frais de déplacement.*

*Le nouveau règlement des frais de déplacement ainsi rédigé stipule que :*

- *Les déplacements pris en compte sont les déplacements liés à :*
  - ◆ *Des formations de professionnalisation hors CNFPT ;*
  - ◆ *Des colloques ;*
  - ◆ *Concours hors CDG31 ;*
  - ◆ *Des réunions de réseaux professionnels.*
- *La résidence administrative correspond à la commune sur laquelle l'agent effectue ses fonctions ainsi que toutes les communes limitrophes dotées d'un réseau de transport public, à savoir la périphérie toulousaine desservie par Tisséo.*
- *Les bénéficiaires sont :*
  - ◆ *Agents titulaires et stagiaires (en activité, détachés dans la collectivité ou mis à disposition) ;*
  - ◆ *Agents contractuels de droit public ;*
  - ◆ *Agents de droit privé recrutés dans le cadre de contrats relevant du code du travail.*
- *L'agent qui se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion d'une mission, d'une tournée ou d'un intérim peut prétendre, dans la limite de plafonds :*
  - ◆ *A la prise en charge de ses frais de transport sur production de justificatifs de paiement ;*
  - ◆ *A des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas au remboursement forfaitaire des frais de repas et des frais d'hébergement, selon les critères suivants :*
    - *L'hébergement (petit-déjeuner inclus) la veille dès lors que l'agent effectue un déplacement de plus de 250 km, le jour même lorsque l'agent effectue un déplacement de plus de 70 km ;*
    - *L'indemnité de repas. »*

*Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ** :*

- **VALIDE** le nouveau règlement des frais de déplacement.

## 16 CRÉATION DE POSTE – PÔLE DIRECTION GÉNÉRALE

**M. LE MAIRE** expose :

*« Les membres du conseil municipal sont informés que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.*

- *Considérant qu'il est nécessaire pour la commune de Ramonville Saint-Agne de recruter un responsable en charge de la modernisation de l'administration et de l'Eco-responsabilité, le maire propose la création d'un emploi d'attaché territorial.*

*Ce dernier contribuera à la définition et à l'élaboration d'actions en liens avec le cadre d'exercice des compétences de la commune.*

*Il est proposé au conseil municipal DE CRÉER :*

- *1 emploi d'Attaché territorial à temps complet.*

*Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence. Les crédits correspondants sont inscrits au budget.»*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR** et **2 Voix CONTRE** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **CRÉE** 1 emploi d'Attaché territorial à temps complet ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

## 17 SUPPRESSION DE POSTE – PÔLE ÉDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE ET QUALITÉ ALIMENTAIRE

**M. LE MAIRE** expose :

*« Les membres du conseil municipal sont informés que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.*

- *Compte tenu du départ d'un fonctionnaire au sein du Pôle Éducation, Enfance, Jeunesse et Qualité Alimentaire, et conformément aux engagements, il convient de supprimer l'emploi de Conseiller des activités physiques et sportives.*

*Il est proposé au conseil municipal :*

- **DE SUPPRIMER** 1 emploi de Conseiller des APS relevant de la catégorie A au sein du Pôle

*Éducation, Enfance, jeunesse et Qualité Alimentaire.*

*Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence.*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré par **À L'UNANIMITÉ** :

- **SUPPRIME** 1 emploi de Conseillère des APS relevant de la catégorie A au sein du Pôle Education, Enfance, Jeunesse et Qualité alimentaire.

## **18 CRÉATION DE POSTE – PÔLE ÉDUCATION, ENFANCE, JEUNESSE ET QUALITÉ ALIMENTAIRE**

**M. LE MAIRE** expose :

*« Les membres du conseil municipal seront informés que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.*

- *Considérant que les besoins du pôle nécessitent la création d'un emploi permanent, d'adjoint technique territorial, poste actuellement occupé par un agent contractuel. L'agent affecté à cet emploi étant chargé des fonctions d'assistance au personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène et la mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement aux enfants des écoles ;*

*Il sera proposé au conseil municipal DE CRÉER :*

- *1 emploi d'Adjoint technique territorial à temps complet.*

*Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence. Les crédits correspondants sont inscrits au budget.»*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré par **27 Voix POUR et 2 ABSTENTIONS** (M. BROT et par procuration M. MERELLE) :

- **CRÉE** 1 emploi d'Adjoint technique territorial à temps complet ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

## **19 SUPPRESSION – CRÉATION DE POSTE – PÔLE RESTAURATION ET LINGERIE**

**M. LE MAIRE** expose :

*« Les membres du conseil municipal seront informés que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.*

*Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.»*

- *Compte tenu du départ à la retraite d'un agent du Pôle Restauration et Lingerie en date du 09/09/2018 ;*
- *Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps complet, poste actuellement occupé par un agent contractuel exerçant les fonctions de magasinier ;*

*Il sera proposé au conseil municipal DE SUPPRIMER :*

- *1 emploi d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.*

*Par ailleurs, il sera proposé DE CRÉER :*

- *1 emploi d'adjoint technique territorial à temps complet.*

*Le tableau des effectifs sera modifié en conséquence. Les crédits correspondants sont inscrits au budget. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. LE MAIRE, et après en avoir délibéré par **À L'UNANIMITÉ** :

- **SUPPRIME** un emploi d'Adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet ;
- **CRÉE** un emploi d'Adjoint technique territorial à temps complet ;
- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans l'emploi seront inscrits au budget au chapitre prévu à cet effet.

## **20 DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC OCCITANIE AU TITRE DE LA DOTATION GÉNÉRALE DE DÉCENTRALISATION - RENOUVELLEMENT PARTIEL DE MOBILIER ET MATÉRIEL**

**M. ROZENKNOP** expose :

*« Durant l'année 2018, la commune a engagé un travail de rédaction du projet culturel, scientifique, éducatif et social- PCSES- pour la médiathèque Simone de Beauvoir qui a été validé lors du Conseil municipal du 20 décembre 2018.*

*Ce projet présente les axes stratégiques que la commune arrête pour la structuration du projet d'établissement de la médiathèque.*

*Pour rappel, voici les principales orientations arrêtées par l'équipe municipale :*

- *une médiathèque innovante au service des habitants ;*
- *une médiathèque responsable pour les générations futures ;*
- *une médiathèque solidaire ouverte à tous.*

*Chacun de ces axes de travail est ensuite décliné en 12 fiches action qui précisent le contenu des actions à mener, les objectifs visés, les résultats attendus, le planning prévisionnel de réalisation, les coûts et aides attendues.*

*Dans ce cadre, la municipalité a souhaité que la médiathèque se modernise en un lieu aéré, convivial, accueillant, un lieu d'échange. Il est proposé d'aménager les espaces en ce sens, d'acquérir du mobilier, de mettre en place un espace de détente et coin café, de renouveler partiellement le mobilier des espaces adultes, de mettre en place une banque d'information de déplacer la banque d'accueil et d'inscription.*

*Le montant total de ce renouvellement de mobilier et de ces acquisitions s'élève à 13 749,04 € HT*

*Ces montants sont inscrits au budget primitif 2019.*

*La commune sollicite le soutien financier de la direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie pour le projet de renouvellement partiel de l'équipement par le biais de la dotation générale de décentralisation des bibliothèques, le taux de participation est compris entre 20 % et 50 % du montant hors taxe. »*

Le conseil municipal ouï l'exposé de M. ROZENKNOP, et après en avoir délibéré par  
**À L'UNANIMITÉ :**

- **SOLLICITE** un soutien financier à la DRAC Occitanie à hauteur de 50 % du montant des dépenses soit de 6 874 €.

M. LE MAIRE indique que l'ordre du jour du conseil municipal du 27 juin 2019 est terminé.  
Il déclare la séance close à vingt trois heures et dix minutes.